

Accords fiscaux—Loi

mais ils respecteront notre point de vue. C'est pour ces raisons que je suis très fier d'appartenir à un gouvernement qui remet le pays sur ses pieds et qui y restaure la responsabilité financière pour que les perspectives d'avenir des Canadiens soient beaucoup plus brillantes qu'elles ne l'auraient été sous le gouvernement précédent.

Le président suppléant (M. Charest): Y a-t-il des questions ou des commentaires?

M. Kaplan: Monsieur le Président, je suis certain que le député admettra qu'au cours de la dernière campagne électorale on n'a jamais dit que le gouvernement fédéral réduirait, de cette façon, les fonds qu'il s'est engagé à verser au titre de l'enseignement postsecondaire, de la recherche et des soins médicaux universels gratuits. Le gouvernement a dit que les conservateurs rétabliraient selon eux, l'équilibre budgétaire et réduiraient les innombrables milliards de dollars dépensés, selon le premier ministre (M. Mulroney), en gaspillages et en extravagances par le gouvernement libéral. Quand je songe à tout ce qu'a fait le gouvernement pour réaliser des économies budgétaires en sabrant dans les programmes les plus importants du pays, cette promesse me revient en mémoire. Qu'en est-il advenu? Qu'a fait le gouvernement?

M. Attewell: Monsieur le Président, parlons des promesses des dernières élections. La principale était le changement. Un changement par rapport à cette politique d'irresponsabilité financière. Nous avons certes tenu parole. J'ignore où le gouvernement libéral comptait trouver l'argent, mais il a certainement hypothéqué l'avenir du pays pour des années encore.

Les Canadiens souhaitaient un changement et je vais donc parler surtout du changement dans le domaine financier. Ils voulaient que nous rétablissions la confiance des investisseurs étrangers dans l'économie du Canada. Le député saura combien de capitaux ont quitté le pays lorsqu'il aura consulté les documents pertinents. Les investisseurs ne voulaient plus se donner la peine de venir au Canada après avoir pris connaissance de certaines choses comme l'Agence d'examen de l'investissement étranger avec toutes ses tracasseries administratives et son attitude négative. Voilà la situation dont nous avons hérité et je crois que nous l'avons modifiée de beaucoup. Le ministre des Finances a prédit un déficit de moins de 30 milliards de dollars dans son dernier budget. C'est la première fois, en 20 ans, qu'on réussit à réduire les dépenses discrétionnaires. Les contribuables savent bien que l'argent ne pousse pas sur les arbres. Ils ont déjà supporté un fardeau inutile à cause des dépenses excessives effectuées au cours des 15 ou 20 dernières années. Ils veulent du changement et nous avons un gouvernement responsable et un ministre des Finances très capable qui se rendront à leurs vœux.

Je crois que les Canadiens comprennent de mieux en mieux ce qui s'est vraiment passé au cours des 15 dernières années. J'ai parcouru le rapport du groupe de travail Nielsen concernant ces quelques 900 programmes que le gouvernement précédent ne s'était jamais donné la peine d'examiner sauf d'une façon très superficielle. Je pourrais m'étendre indéfiniment sur les changements que le gouvernement a instaurés, notamment dans plusieurs programmes sociaux comme la Loi sur les jeunes contrevenants, dont le député s'est beaucoup occupé à une certaine période et, qui a été modifiée, et, je pense, une mesure législative très efficace prévue à propos de la pornographie.

• (1710)

On nous demandait d'apporter de bons changements afin de rétablir la confiance dans le pays, et maintenant cela commence à porter ses fruits. Les gens sont plus optimistes à propos de l'avenir du pays en matière de création d'emplois, à cause des mesures sensées, en paroles et en actes, de notre gouvernement.

M. Kaplan: Monsieur le Président, je me rappelle aussi très bien la dernière campagne électorale et je pense qu'on avait promis aux Canadiens un changement. Je ne voulais pas m'y arrêter parce qu'il y a eu des changements, mais pas ceux qui leur ont été promis. On leur avait promis que le gouvernement conservateur avait découvert des milliards de dollars de gaspillage et de dépenses inutiles et qu'il allait pouvoir économiser l'argent du contribuable canadien en les supprimant.

Ce que je veux dire au député, c'est que les ministériels n'ont pas trouvé des milliards de dollars de gaspillage et de dépenses inutiles, mais que pour diminuer le budget, ils ont réduit des programmes qui touchent le palier provincial du gouvernement, et qu'ils suivent la même méthode que pour se faire élire.

Les membres du gouvernement conservateur ont dit aux Canadiens que l'ancien gouvernement gaspillait et faisait des dépenses inutiles. Je vais parler dans quelques instants du gaspillage et des dépenses inutiles du gouvernement actuel qui dépassent tous les records depuis que je suis député. Ils n'ont pas trouvé de gaspillage et de dépenses inutiles et ils en ont donc rendu responsables les programmes provinciaux. Le gouvernement va réduire l'assurance-maladie et l'enseignement postsecondaire parce que les provinces gaspillent de l'argent, comme les hôpitaux et les établissements d'enseignement postsecondaire; aussi il n'y aura pas de réduction sur le plan de la qualité, mais on va supprimer le gaspillage et les dépenses inutiles des provinces grâce aux restrictions que leur impose le gouvernement fédéral.

Je veux lui demander s'il pense que ce genre de raisonnement, qui est la seule interprétation possible de la situation, est très plausible pour les Canadiens? N'est-ce pas la raison pour laquelle le gouvernement est tellement critiqué par l'opinion publique?

M. Attewell: Monsieur le Président, je suis très heureux de répondre à quelques-unes des questions soulevées par mon honorable collègue. En toute déférence, sa mémoire est fort sélective. Permettez-moi de commencer avec deux ou trois points. Tout d'abord, la situation créée par quelques 15 années de pouvoir libéral, ne peut changer du jour au lendemain si l'on veut procéder de façon équilibrée et humaine. Il a oublié de dire ce que notre gouvernement a fait dans le domaine de la privatisation. Grâce au programme de privatisation du ministre, la société De Havilland n'a jamais été aussi viable depuis des dizaines d'années, car elle peut compter maintenant sur le réseau de vente mondial de Boeing. Le hasard est là pour montrer toutes les objections soulevées par nos vis-à-vis à ce sujet. Or, dorénavant, le Trésor fédéral n'aura plus à supporter ce fardeau financier.

Nous nous attaquons également à d'autres institutions, comme, par exemple, les Postes canadiennes dont les finances doivent être surveillées de près. Dans le dernier budget, le